

Étude sur les retombées économiques de la solidarité internationale au Québec

RAPPORT FINAL

Le 6 juillet 2022



Table des matières

Résumé du contexte et du mandat	4
Sommaire de la méthodologie déployée	7
Portrait des organismes de coopération internationale	13
Présentation des emplois et des dépenses	17
Détails des retombées économiques	20
Effet de levier associé au soutien du MRIF	25
Développement de partenariats multiacteurs	30
Autres impacts structurants	36
Annexes	40

Atelier de travail, assemblée générale annuelle de l'AQOCI, 2019. Crédit: AQOCI.



Résumé du contexte et du mandat



Sénégal, UPA DI, 2020. Crédit photo: H. Raymond.

Présentation du contexte et mandat

Résumé du contexte et du mandat

Contexte

Le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) œuvre depuis plus de 50 ans comme organe diplomatique. Son rôle principal est de promouvoir et défendre les intérêts du Québec, tout en soutenant les initiatives de solidarité sur la scène internationale.

Prenant naissance dans un ensemble de valeurs communes orientées vers la coopération, l'entraide et le partage, le secteur de la solidarité internationale au Québec compte de plus de 100 organismes de coopération internationale (OCI). D'autres acteurs québécois, dont des établissements d'enseignement et des entreprises, réalisent également des actions de coopération et de solidarité internationale.

Le secteur de la solidarité internationale est financé par différentes sources, notamment : les gouvernements, les bailleurs de fonds bilatéraux et internationaux, des sources privées, les dons du public. Au cours des cinq dernières années, près de 35 M\$ ont été octroyés en subventions par la direction de la Francophonie et de la Solidarité internationales (DFSI) du MRIF. De tels investissements ont nécessairement des impacts directs et indirects importants sur l'économie du Québec, mais aucun exercice récent n'a permis de mesurer les retombées économiques associées à la présence des OCI en territoire québécois.

Mandat

C'est dans ce contexte que le MRIF a mandaté Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT) pour la réalisation d'une étude visant à analyser les impacts économiques associés à la présence des OCI en sol québécois.

Objectifs

Plus spécifiquement, les objectifs poursuivis sont les suivants :

- présenter le poids économique des OCI au Québec (emplois soutenus, valeur ajoutée au PIB et revenus pour les gouvernements);
- broser le portrait des sources de financement des OCI;
- analyser le potentiel de partenariats québécois multiacteurs;
- qualifier les retombées sociales et économiques du soutien financier de la DFSI.

Portée du mandat

Résumé du contexte et du mandat

Les impacts économiques calculés dans le cadre du présent rapport découlent uniquement de la présence des OCI en territoire québécois. Cette étude s'intéresse notamment aux emplois dans les OCI tels que les emplois de bureaux, mais ne couvre pas les actions bénévoles ou situées à l'extérieur du Québec. Par ailleurs, les activités des gouvernements ou tout autre partenaire ayant pu collaborer avec les OCI ont été exclus de la portée du mandat.

La période de référence pour le calcul des retombées économiques est de 2017 à 2021 afin de refléter à la fois la réalité prépandémique et la réalité actuelle. Les chiffres en lien avec les retombées économiques ont donc été calculés sur la base d'une moyenne annuelle couvrant cette période.

Sommaire de la méthodologie déployée



Sénégal, UPA DI, 2020. Crédit photo: H. Raymond.

La mesure des retombées économiques s'appuie sur une méthodologie en trois étapes

Sommaire de la méthodologie déployée

1 Collecte de données auprès de l'ensemble des OCI sous la forme d'une enquête électronique

2 Extrapolation des données manquantes

3 Modélisation des impacts économiques avec le modèle intersectoriel du Québec de l'ISQ

Impacts économiques



En valeur ajoutée
au PIB



Emplois soutenus en
équivalent temps plein



Revenus pour les
gouvernements

Les pages suivantes détaillent chacune des étapes de cette méthodologie.

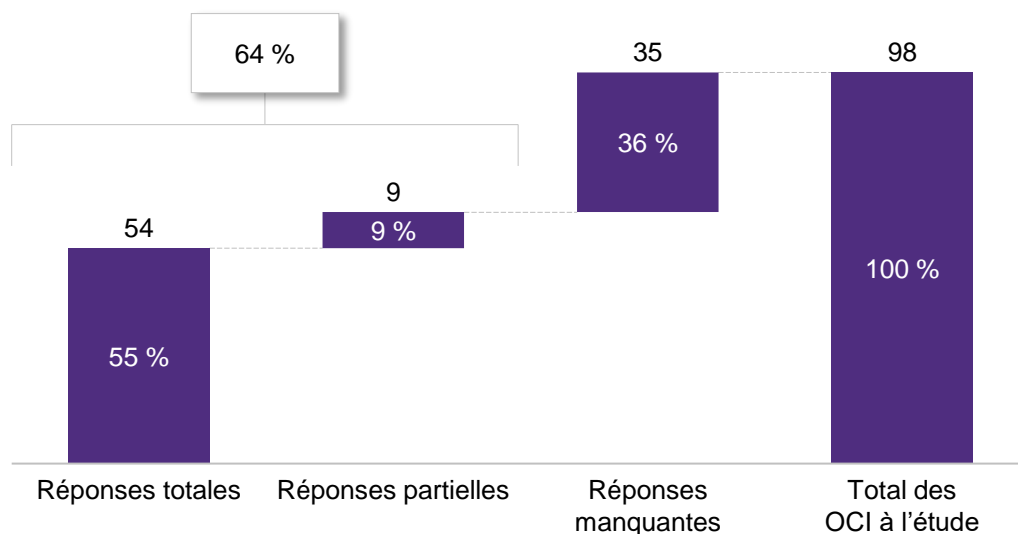
Détails de la collecte de données auprès de l'ensemble des OCI sous la forme d'une enquête électronique

1

Sommaire de la méthodologie déployée

Répartition du nombre d'OCI selon la réponse à l'enquête électronique

Québec, 2017-2021, en nombre d'OCI, en % des OCI



Note : Parmi les OCI à qui l'enquête a été envoyée, 9 % ont fourni des réponses partielles aux questions. Une liste des OCI québécois qui ont été contactés dans le cadre de la démarche est jointe en annexe du présent rapport.

La première étape de la démarche était de réaliser une enquête électronique auprès des OCI afin de collecter des données notamment sur le nombre d'emplois, les dépenses d'opération et la masse salariale. Ce sont ces données qui serviront plus tard à mesurer les retombées économiques associées à la présence des OCI en territoire québécois.

Nous avons donc transmis un questionnaire électronique à plus d'une centaine d'OCI. Parmi les 98 OCI recensés par le MRIF, 63 ont accepté de participer à la présente étude, soit un taux de réponse de 64 %.

Comme l'objectif était d'obtenir un portrait complet des dépenses, salaires et emplois, une extrapolation des données a été nécessaire pour les OCI n'ayant pas pu prendre part à la démarche. Les détails de cette extrapolation sont présentés à la page suivante.

Détails de l'extrapolation des données manquantes

Sommaire de la méthodologie déployée

Pour les OCI n'ayant pas pris part à l'enquête électronique, une extrapolation a été nécessaire afin d'estimer le nombre d'emplois, les dépenses en salaires et traitements, ainsi que les autres dépenses d'exploitation au Québec. Ces intrants sont nécessaires pour estimer les retombées économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ.

Estimation du nombre d'emplois

D'abord, les données provenant du registre des entreprises ont été utilisées afin d'estimer le nombre d'emplois des OCI n'ayant pas participé à l'enquête électronique.

Lorsque le nombre d'emplois de l'OCI était exprimé sous la forme d'un intervalle dans la base de données, la médiane de cet intervalle a été considérée. Par exemple, pour un intervalle de 6 à 10 employés, le nombre d'employés a été estimé à 8 pour l'OCI.

Estimation des dépenses salariales

Ensuite, pour estimer les dépenses salariales des OCI n'ayant pas répondu à l'enquête électronique, le salaire moyen chez les OCI qui avaient pris part au sondage a d'abord été calculé.

Les données de la Croix-Rouge ont été exclues du calcul, puisque la moyenne salariale était beaucoup plus élevée que celle des autres OCI.

Le salaire moyen chez l'ensemble des OCI est de 59 350 \$. Ce montant a été utilisé pour l'extrapolation en le croisant avec le nombre d'emplois précédemment estimé.

Estimation des autres dépenses d'exploitation

Enfin, les dépenses d'exploitation pour les OCI n'ayant pas répondu à l'enquête électronique ont été mesurées en fonction du ratio entre les salaires et les autres dépenses. Les données collectées permettent d'estimer que les salaires payés au Québec représentent 49 % des dépenses totales des OCI au Québec. Ce pourcentage a permis d'estimer les autres dépenses d'exploitation qui ont été effectuées en sol québécois.

En complément, la moyenne des dépenses des OCI n'ayant aucun employé et ayant répondu au sondage était de 15 716 \$ annuellement. Nous avons donc utilisé ce chiffre pour l'extrapolation.

Détails de la modélisation des retombées économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ

Sommaire de la méthodologie déployée

Une fois que les emplois, les dépenses d'exploitation, ainsi que les dépenses salariales des OCI ont été estimés et agrégés, ces données ont été utilisées comme intrants afin de mesurer les retombées économiques générées par les OCI québécois.

Pour ce faire, le **modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec** (ISQ) a été utilisé. Concrètement, le modèle intersectoriel simule un choc dans l'économie afin d'en mesurer les effets, à l'aide de certains multiplicateurs. Dans le cas de la mesure des retombées économiques de la solidarité internationale, ce choc représente l'ensemble des dépenses qui sont générées par les OCI québécois.

Les tableaux des ressources et des emplois de Statistique Canada constituent la base sur laquelle repose le modèle intersectoriel du Québec. Ces tableaux sont une représentation comptable du système de production de l'économie québécoise. Les tableaux des ressources et des emplois exposent ainsi les multiplicateurs qui sont utilisés selon le secteur d'activité, pour mesurer les retombées économiques.

Ce modèle permet donc d'estimer les variables quantitatives suivantes :

- Emplois créés ou soutenus (équivalent temps complet);
- Valeur ajoutée au PIB : salaires et traitements de la main-d'œuvre, revenus des entreprises individuelles et excédents d'exploitation des sociétés et des entreprises;
- Revenus fiscaux des gouvernements du Québec et du Canada : impôts et taxes, parafiscalité québécoise (RRQ, FSS, CNESST et RQAP) et parafiscalité fédérale (assurance-emploi).

Schématisation de la modélisation des retombées économiques à l'aide du modèle intersectoriel

Sommaire de la méthodologie déployée



Nombre d'employés occupant un poste dans les OCI au Québec



Salaires et traitements versés aux employés des OCI au Québec



Autres dépenses d'exploitation effectuées par les OCI au Québec

Modélisation des intrants avec le modèle intersectoriel du Québec de l'ISQ

Effets directs

Les effets directs sont ceux qui concernent le secteur directement touché par la dépense initiale. À cela s'ajoutent les taxes payées par le secteur sur ses achats d'intrants intermédiaires ainsi que les impôts et les parafiscalités perçus par les deux ordres de gouvernement.

Effets indirects

Le premier cycle d'effets indirects provient des premiers fournisseurs. Ces premiers impacts indirects correspondent à la valeur ajoutée générée chez les fournisseurs immédiats des OCI québécois, aux revenus fiscaux des gouvernements ainsi qu'aux fuites et aux taxes liées aux dépenses de ces mêmes fournisseurs.

La somme des incidences des itérations subséquentes donne finalement l'effet indirect sur les autres fournisseurs.

Portrait des organismes de coopération internationale



Sénégal, UPA DI, 2020. Crédit photo: H. Raymond.

Le Québec compte une centaine d'OCI sur son territoire

Portrait des organismes de coopération internationale

Un OCI est organisme sans but lucratif qui a pour mission principale la solidarité internationale. Ayant une base et un enracinement au Québec, cette organisation fait appel à des ressources financières et humaines pour réaliser des activités d'éducation à la citoyenneté mondiale au Québec et/ou des projets internationaux de solidarité internationale, en collaboration avec un ou plusieurs partenaires locaux, notamment en Afrique, en Amérique latine, aux Antilles ou en Asie-Pacifique. À cet effet, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (l'AQOCI) regroupe une part importante des OCI du Québec qui œuvrent à l'étranger et localement. L'AQOCI compte actuellement 70 membres, mais le MRIF estime qu'une centaine d'OCI sont présents sur le territoire québécois. Leurs champs d'expertise varient: droits de la personne, démocratie, paix, gouvernance, développement économique inclusif, jeunesse, développement durable, environnement et lutte aux changements climatiques, sécurité alimentaire, éducation, santé, etc.

Les projets menés par les OCI peuvent par exemple inclure les éléments suivants : animation d'ateliers d'éducation, actions humanitaires ou activités visant le partage de connaissance avec les pays partenaires, etc.

Exemples d'organisations de coopération internationale



Source : AQOCI.

La moitié des OCI est située dans une région autre que Montréal

Portrait des organismes de coopération internationale

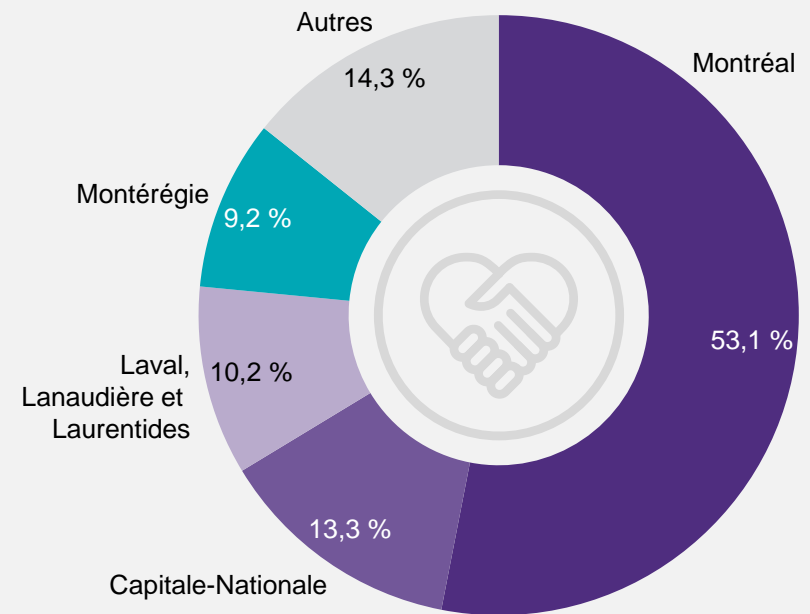
Une centaine d'OCI sont présents dans 14 régions du Québec.

La Capitale-Nationale accueille au total 13,3 % des OCI, qui se trouvent en grande majorité au centre-ville de Québec. Montréal demeure toutefois une région prisée par ces derniers. 53,1 % des OCI ont élu domicile dans la métropole. Par ailleurs, les régions périphériques de Montréal, soit la Montérégie, Laval, Lanaudière et les Laurentides, sont le lieu d'implantation de 19,4 % des OCI, soit près d'un sur cinq.

Le reste des OCI se trouve dans les autres régions du Québec. Ces dernières en comptent 14,3 %. L'Estrie et Chaudière-Appalaches ont chacune 3,1 % des OCI et la part résiduelle de ces organismes est établie dans les régions suivantes : Bas-Saint-Laurent, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Mauricie, Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Centre-du-Québec.

Répartition des OCI selon la région

Québec, 2022, en %



Sources : AQOCI, analyse RCGT.

Des milliers de bénévoles et de volontaires internationaux sont impliqués annuellement dans les OCI québécois

Portrait des organismes de coopération internationale

Parmi les 62 OCI qui ont répondu à l'enquête, nous avons répertorié un total de 6 348 bénévoles actifs annuellement entre 2017 et 2020 (avant la pandémie). Parmi ces derniers, près de la moitié, soit 3 000, proviennent de la Croix-Rouge canadienne.

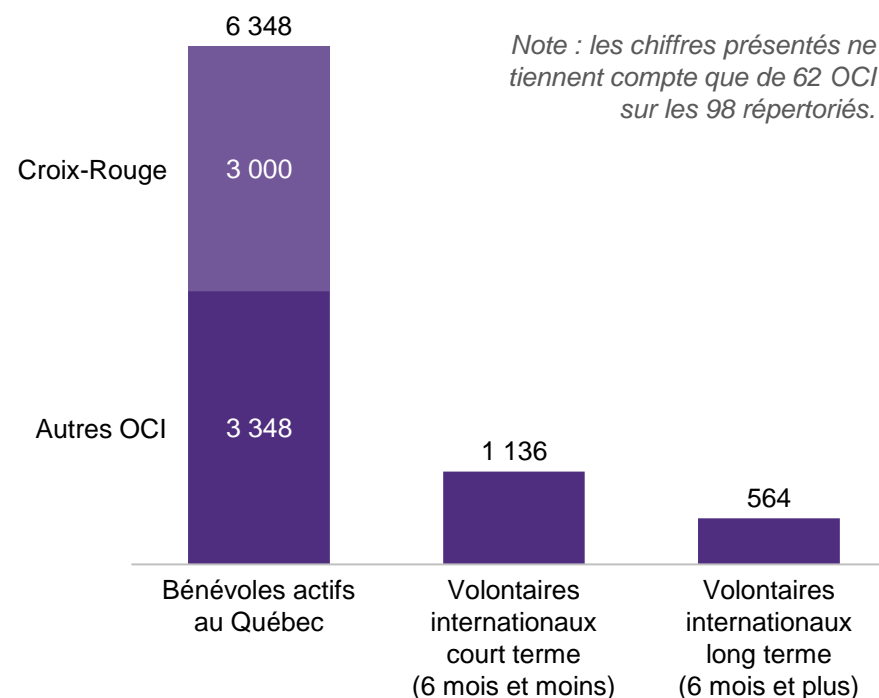
Toujours parmi les 62 OCI qui ont répondu à l'enquête, un total de 1 136 volontaires internationaux court terme et 564 volontaires internationaux long terme ont été répertoriés.

Comme tous les OCI n'ont pas répondu au questionnaire, on peut estimer que le nombre réel de bénévoles actifs au Québec et de volontaires court terme est supérieur à ces chiffres.

Toutefois, notons que les principaux OCI qui ont des volontaires internationaux long terme ont répondu à l'enquête. Nous pouvons ainsi estimer que le chiffre de 564 pourrait représenter une estimation adéquate de l'ensemble des volontaires long terme déployés par les OCI.

Nombre de bénévoles et volontaires répertoriés dans les OCI

Québec, 2017-2020, en nombre d'individus



Sources : Enquête électronique menée auprès des OCI québécois, analyse RCGT.

Présentation des emplois et des dépenses



Sénégal, UPA DI, 2020. Crédit photo: H. Raymond.

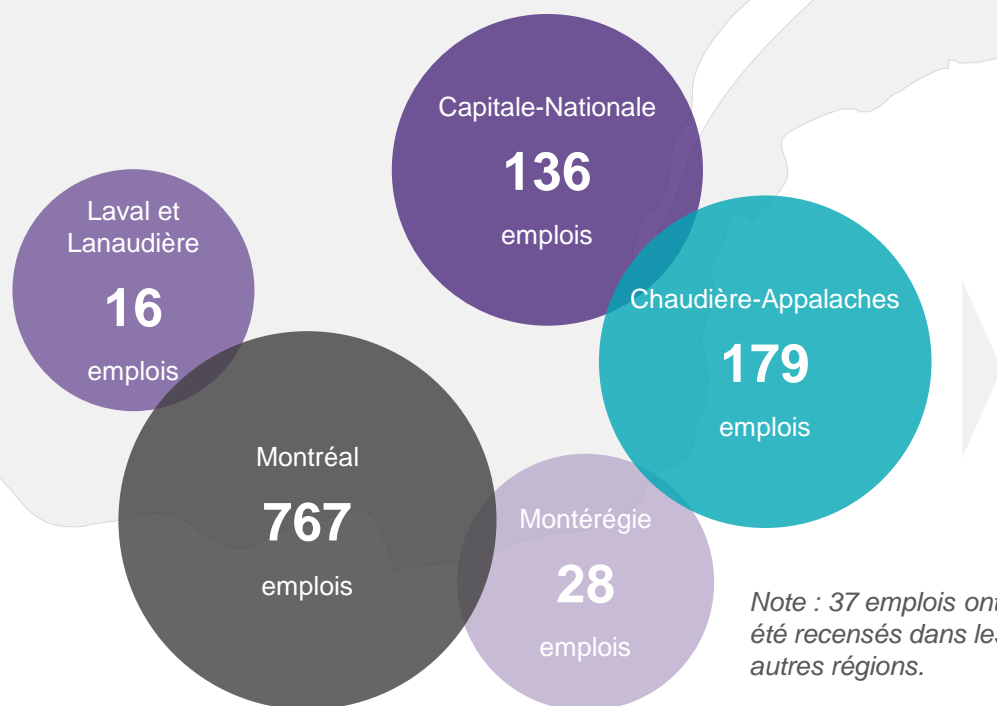
Un total de 1 163 emplois ont été répertoriés en moyenne dans les OCI québécois de 2017 à 2021

Présentation des emplois et des dépenses

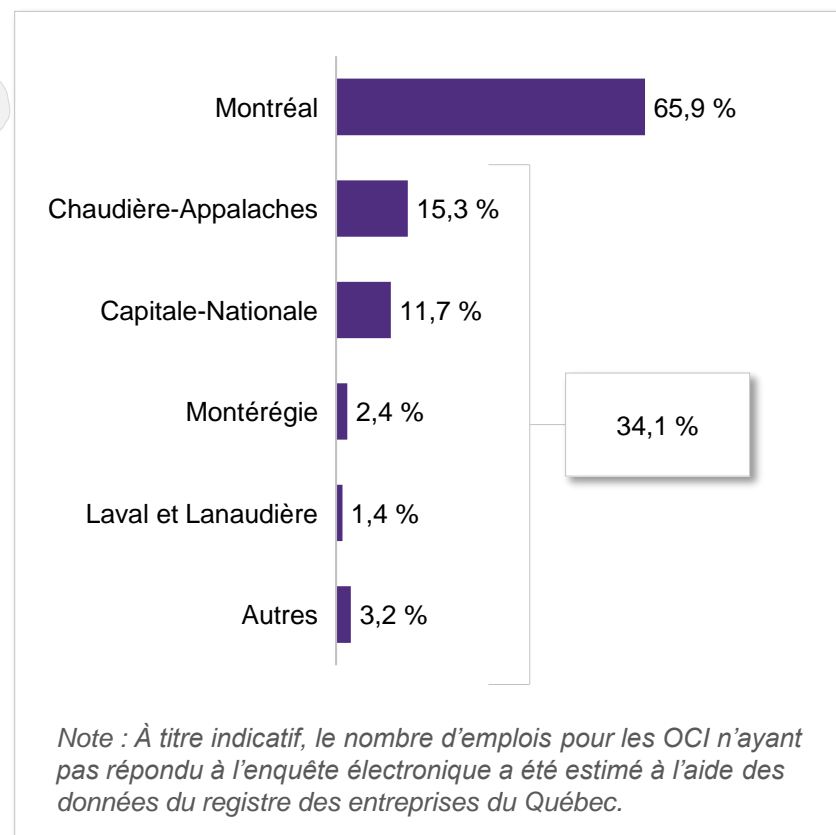
Une concentration des emplois liés aux OCI est observée dans certaines régions du Québec. Au cours des cinq dernières années, les deux tiers des emplois dans les OCI ont été répertoriés à Montréal. Parmi les quelque 400 emplois à l'extérieur de la métropole, les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches soutiennent conjointement un total de 315 emplois.

Répartition du nombre d'emplois moyen dans les OCI selon la région

Québec, 2017-2021, en emplois équivalent temps complet (ETC), en % d'emplois



Note : 37 emplois ont été recensés dans les autres régions.



Note : À titre indicatif, le nombre d'emplois pour les OCI n'ayant pas répondu à l'enquête électronique a été estimé à l'aide des données du registre des entreprises du Québec.

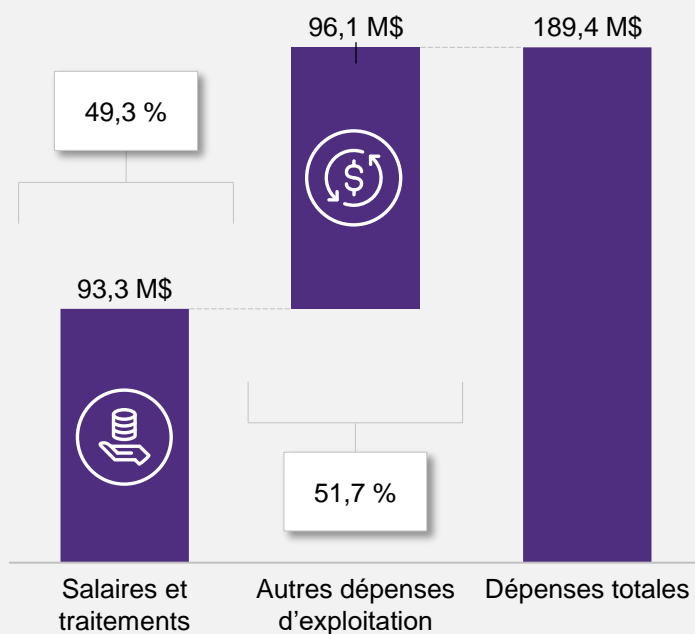
Sources : Enquête électronique menée auprès des OCI québécois, Registre des entreprises du Québec, analyse RCGT.

Les dépenses réalisées au Québec par les OCI ont été en moyenne de 189,4 M\$ au cours des cinq dernières années

Présentation des emplois et des dépenses

Répartition des dépenses annuelles moyennes générées par les OCI selon le type

Québec, 2017-2021, en M\$



79 % des dépenses des OCI québécois ont été destinées à soutenir les populations des pays partenaires.

Les dépenses totales des OCI québécois sont estimées à 911 M\$ en moyenne de 2017 à 2021. Alors qu'une part importante contribue à soutenir les pays partenaires, 21 % des dépenses ont été réalisées au Québec entre 2017 et 2021. Notons toutefois que pour les OCI de moindre envergure dont la mission principale est souvent orientée vers l'éducation à la citoyenneté mondiale, la part des dépenses en sol québécois est généralement plus élevée que pour les OCI de plus grande taille.

Les dépenses annuelles en salaires et traitements ont totalisé 93,3 M\$ pour les OCI québécois entre 2017 et 2021, ce qui représente 49,3 % des dépenses totales. Le salaire annuel moyen est de 59 350 \$, si nous excluons la Croix-Rouge canadienne, dont la moyenne salariale est plus élevée que celles des autres OCI en raison de la nature des emplois qui y sont associés.

Les autres dépenses d'exploitation générées par les OCI se sont élevées en moyenne à 96,1 M\$ pour les cinq années étudiées, soit une part de 51,7 % des dépenses totales. Ces dépenses incluent par exemple les dépenses en location immobilière, pour se procurer des services nécessaires à la réalisation des activités ou en achats de matériel de bureau.

Note : Pour les données salariales, en incluant les chiffres de la Croix-Rouge canadienne, le salaire annuel moyen était de 80 242 \$ de 2017 à 2021.

Sources : Enquête électronique menée auprès des OCI québécois, Registre des entreprises du Québec, analyse RCGT.

Détails des retombées économiques



Sénégal, UPA DI, 2020. Crédit photo: H. Raymond.

Cette section présente les retombées économiques générées par les activités de la solidarité internationale au Québec

Détails des retombées économiques

Les retombées économiques générées par les activités des OCI au Québec ont été calculées avec le modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le modèle simule un choc dans l'économie afin d'en mesurer les effets. Le choc représente une dépense dans un secteur défini qui sera diffusée dans l'économie québécoise. Les extraits des simulations de retombées économiques incluent les emplois soutenus sur une base annuelle, la valeur ajoutée sur le PIB, ainsi que les revenus fiscaux des gouvernements du Québec et du Canada.

Résultats obtenus avec le modèle intersectoriel du Québec de l'ISQ



142,9 M\$

En valeur ajoutée au PIB annuellement de 2017 à 2021



1 653

Emplois soutenus annuellement en équivalent temps plein de 2017 à 2021



46,3 M\$

En recettes fiscales moyennes pour les gouvernements de 2017 à 2021

L'impact économique annuel découlant des activités de la solidarité internationale s'élève en moyenne 142,9 M\$ en valeur ajoutée au PIB pour la période s'échelonnant de 2017 à 2021.

Pour cette même période, 1 653 emplois directs et indirects ont été soutenus annuellement au Québec par les activités de la solidarité internationale. En considérant que ce sont 1 163 emplois qui sont soutenus au Québec dans les OCI, le reste représente les emplois indirects.

De 2017 à 2021, les activités de solidarité internationale ont généré des recettes fiscales annuelles de 46,3 M\$ (revenus fiscaux directs et indirects ainsi que les revenus de parafiscalité), soit 33,1 M\$ au gouvernement du Québec et 13,2 M\$ au gouvernement fédéral.

Le détail des analyses est présenté dans les pages suivantes.

Sources : Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, analyse RCGT.

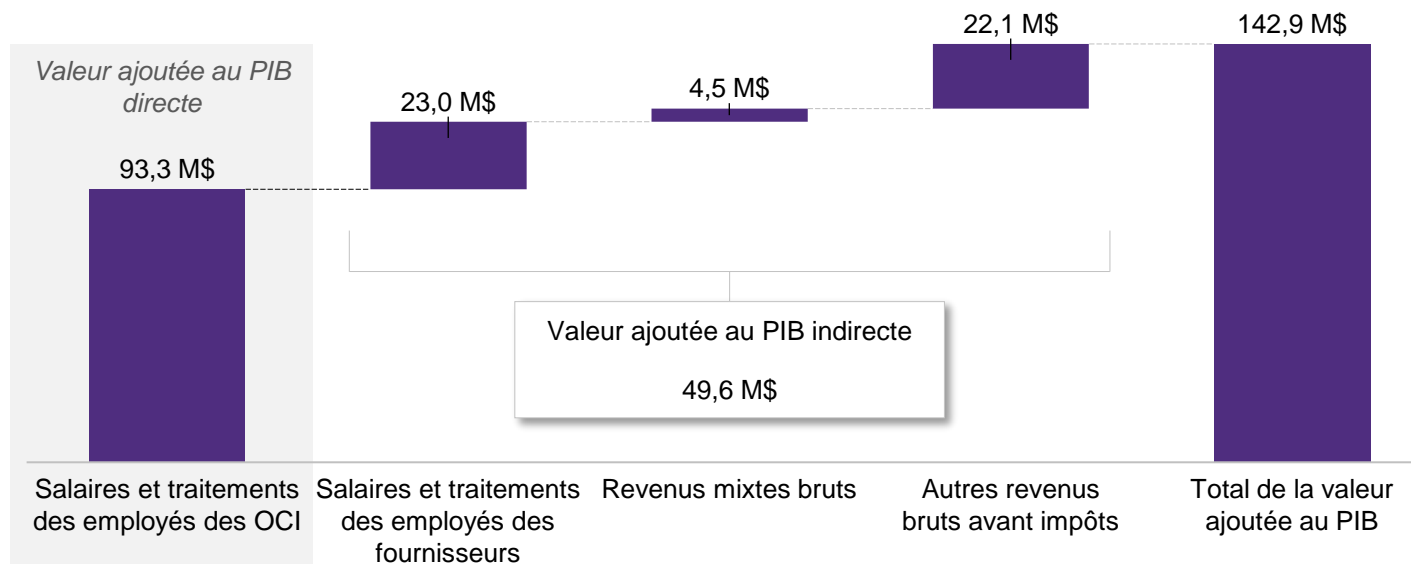
Les OCI québécois ont contribué à une valeur ajoutée au PIB de 93,3 M\$ par année de 2017 à 2021

Détails des retombées économiques

Selon le modèle intersectoriel de l'ISQ, l'ajout au PIB représente la valeur économique qui est créée par les activités d'une organisation, en retirant le prix déboursé pour l'achat d'intrants. La valeur ajoutée directe représente les salaires et traitements payés aux employés de l'ensemble des OCI au Québec, soit un total de 93,3 M\$ en moyenne de 2017 à 2021. La différence représente des retombées économiques indirectes, dont 23,0 M\$ proviennent annuellement des salaires et traitements des employés des fournisseurs. Les retombées indirectes incluent également une moyenne annuelle de 4,5 M\$ en revenus mixtes bruts et de 22,1 M\$ en autres revenus bruts avant impôts, et ce, pour la période de 2017 à 2021. Les secteurs économiques qui bénéficient principalement de la présence des OCI sont les services administratifs, immobiliers et professionnels, ainsi que le secteur commercial.

Valeur ajoutée au PIB annuellement générée par les activités des OCI

Québec, 2017-2021, en M\$



Le revenu mixte brut désigne le revenu des propriétaires des entreprises non constituées en société, soit les travailleurs autonomes.

Les autres revenus bruts avant impôts comprennent, entre autres, les profits bruts, l'amortissement, la parafiscalité-employeur et les charges sociales.

Sources : Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, analyse RCGT.

Aux 1 163 emplois directs s'ajoutent 490 emplois indirects soutenus annuellement par les activités des OCI

Détails des retombées économiques

La modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ a permis d'estimer que pour chaque deux emplois directs soutenus par les activités de la solidarité internationale au Québec, il s'en crée un de manière indirecte. Parmi les 490 travailleurs indirects, 422 sont des emplois en lien avec les fournisseurs des OCI et 68 emplois sont d'autres travailleurs, soit des travailleurs autonomes. Le salaire annuel associé aux emplois indirects que soutiennent les OCI est en moyenne de 47 023 \$. Le modèle intersectoriel, qui s'avère une représentation de l'économie québécoise, estime que les travailleurs indirects œuvrent en majorité dans l'industrie des services, principalement dans les services administratifs et professionnels.

Emplois soutenus annuellement par les activités des OCI

Québec, 2017-2021, en nombre d'emplois ETC

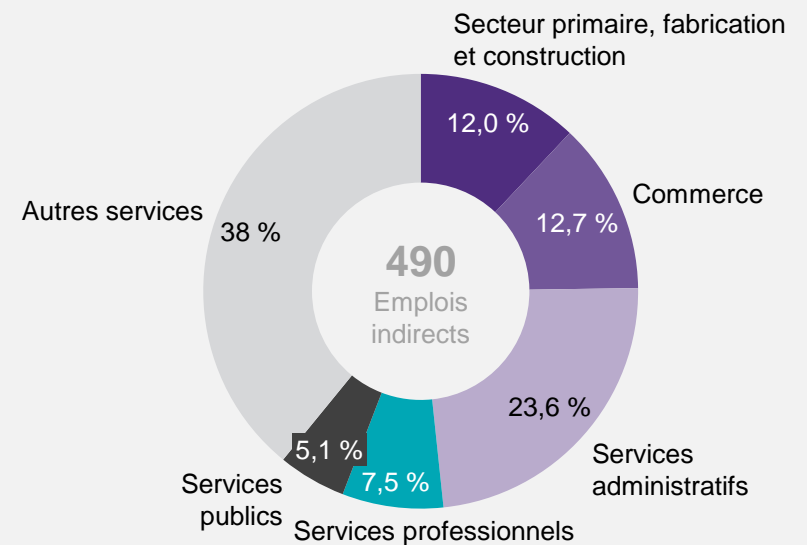


Note : L'ETC est défini comme « le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné ». Pour le secteur d'activité dans lequel la majorité des OCI se retrouve, un ETC correspond à 33 heures par semaine.

Sources : Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, analyse RCGT.

Répartition des emplois indirects selon le secteur

Québec, 2017-2021, en %



Les activités des OCI génèrent des revenus importants pour les gouvernements du Québec et du Canada

Détails des retombées économiques

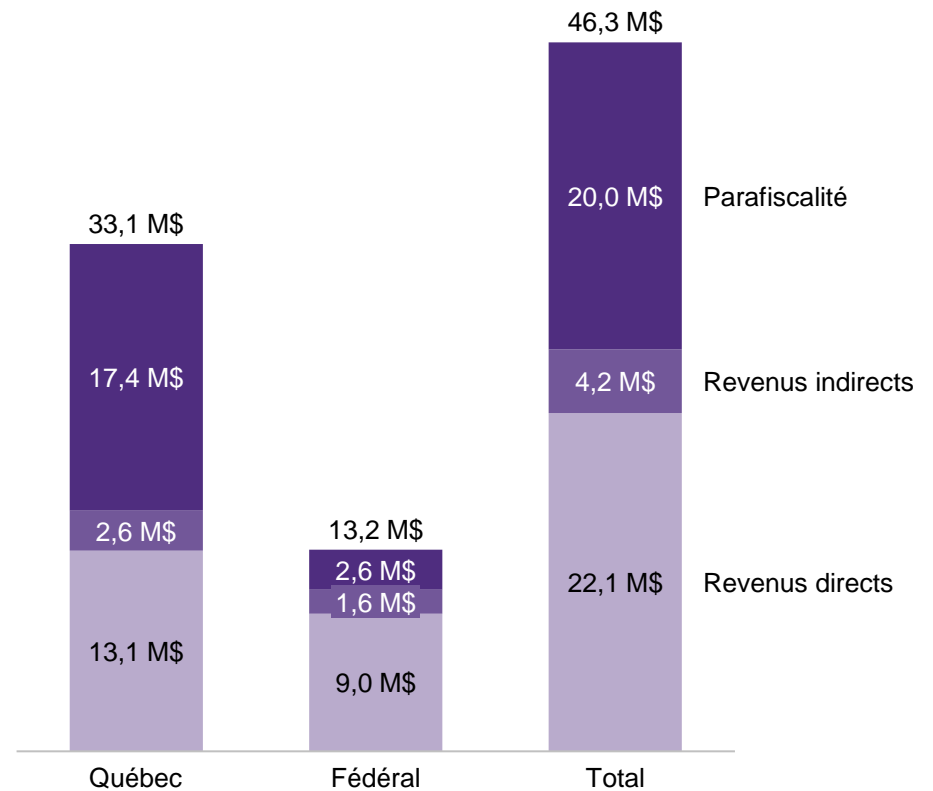
En moyenne, de 2017 à 2021, 46,3 M\$ ont été générés en recettes fiscales pour les gouvernements par les activités des OCI en territoire québécois. Les revenus du gouvernement du Québec ont totalisé 33,1 M\$, soit 72 % des revenus totaux, et ceux du gouvernement fédéral 13,2 M\$, soit 28 % du total.

De manière spécifique, 22,1 M\$ constituent des revenus directement liés aux activités des OCI, alors que 4,2 M\$ proviennent des activités complémentaires, soit les fournisseurs soutenant les activités des OCI. Le reste, soit 20 M\$, représente des revenus de la parafiscalité qui incluent les contributions des salariés et des employeurs aux différents fonds de sécurité sociale : RRQ, FSS, CNESST, RQAP et assurance-emploi.

Un résumé des impacts économiques annuels moyens générés par les OCI est joint en annexe du présent rapport.

Revenus pour les gouvernements annuellement générés par les activités des OCI

Québec, 2017-2021, en M\$



Note : Il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme de leurs éléments, puisque les nombres ont été arrondis.

Sources : Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, analyse RCGT.

Effet de levier associé au soutien du MRIF



Sénégal, UPA DI, 2020. Crédit photo: H. Raymond.

Le MRIF a versé 35 M\$ entre 2017 et 2021 afin de soutenir les activités des OCI du Québec

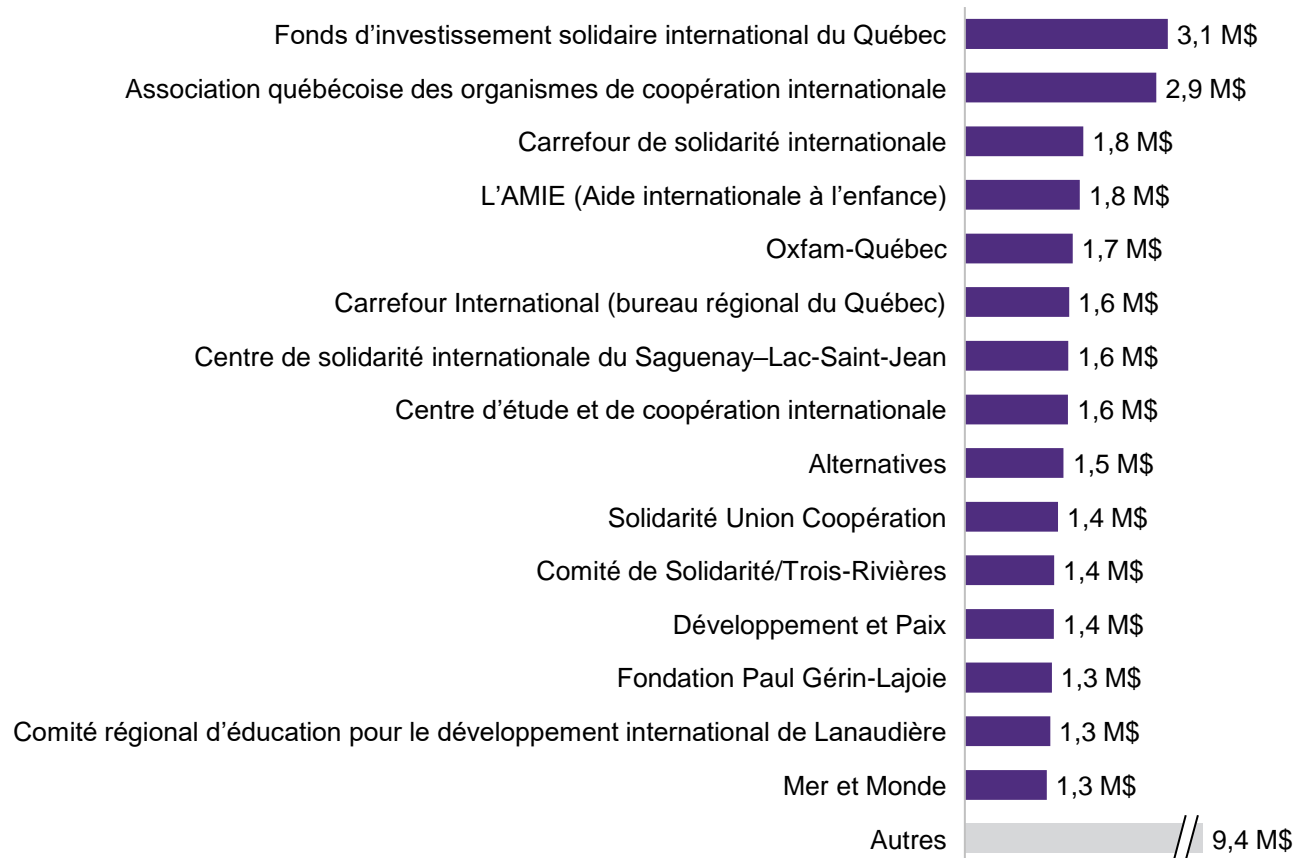
Effet de levier associé au soutien du MRIF

Pour les exercices financiers de 2016-2017 à 2020-2021, le MRIF a octroyé un financement de 35 M\$ aux OCI québécois, soit une moyenne annuelle de 7 M\$. Ce soutien a notamment permis :

- La réalisation de 108 projets dans les pays partenaires, principalement en Afrique francophone, en Amérique latine et aux Antilles;
- À 932 jeunes de vivre une expérience de volontariat international court terme;
- De soutenir 27 projets d'action humanitaire d'urgence lors de crise ou de catastrophe;
- La réalisation de nombreuses activités d'éducation à la citoyenneté mondiale au Québec.

Montant du financement total offert par le MRIF selon l'organisme

Québec, 2017-2021, en M\$



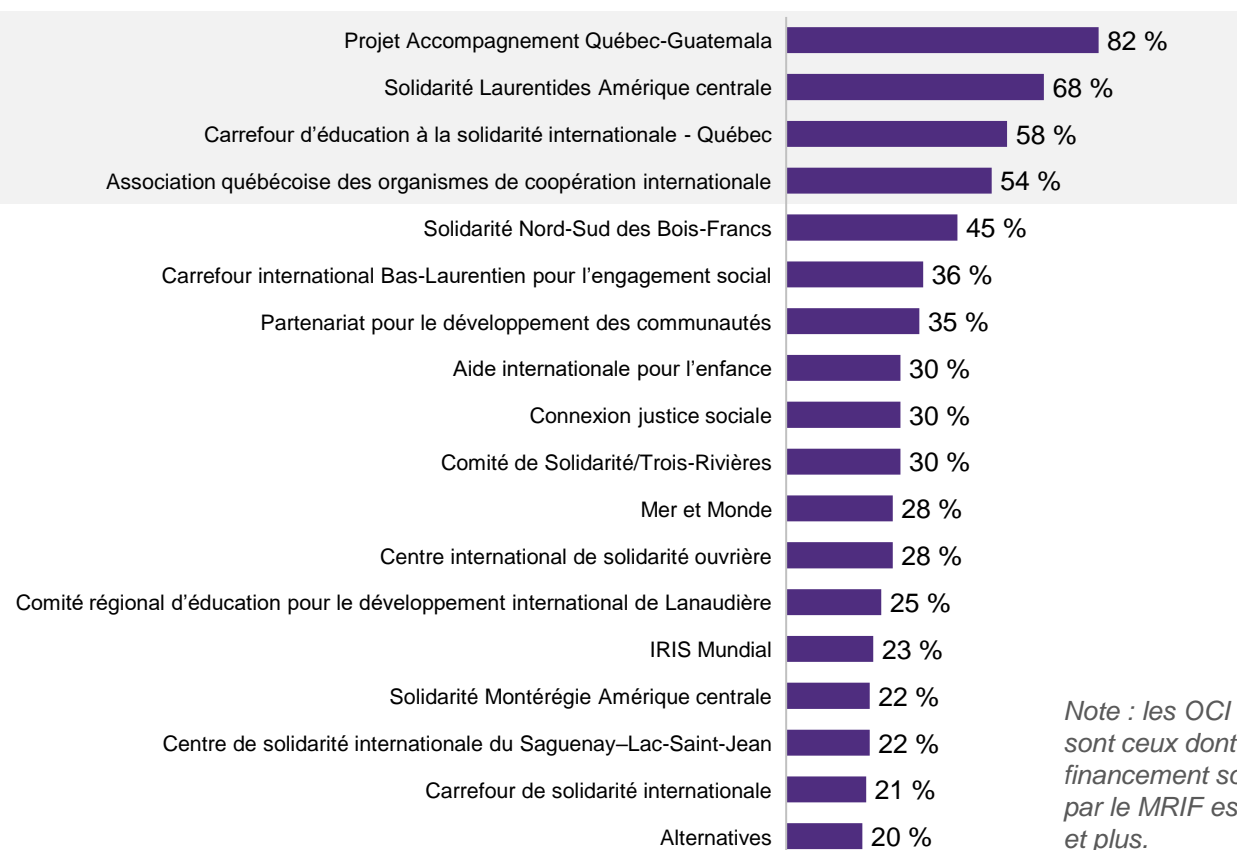
Source : MRIF.

L'aide du MRIF est significative pour plusieurs OCI, notamment ceux de petite taille et situés à l'extérieur de Montréal

Effet de levier associé au soutien du MRIF

Répartition des OCI selon la part du financement total soutenu par le MRIF

Québec, 2017-2021, en % du financement total



Note : les OCI présentés sont ceux dont la part du financement soutenue par le MRIF est de 20 % et plus.

Les subventions octroyées par le MRIF représentent une part importante du financement de plusieurs OCI de plus petite taille dont la mission première est l'éducation à la citoyenneté mondiale. Cette mission est une composante essentielle de la solidarité internationale.

En mesurant le ratio entre le financement offert par le MRIF et le budget total des OCI, on note que quatre OCI affichent une part de leur financement total provenant du MRIF de plus de 50 %.

Sources : Enquête électronique menée auprès des OCI québécois, Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, analyse RCGT.

L'aide financière du MRIF permet aux OCI du Québec d'obtenir du financement supplémentaire

Effet de levier associé au soutien du MRIF

48 % des OCI affirment que le soutien octroyé par MRIF a eu un effet de levier pour obtenir du financement supplémentaire. Les OCI qui partagent cet avis soulignent notamment que le financement du MRIF apporte une crédibilité opérationnelle et financière non négligeable à leurs projets. La flexibilité du financement permet aussi aux OCI d'augmenter la profondeur et l'envergure de leurs activités.

Le soutien financier du MRIF favorise l'implication de bailleurs de fonds supplémentaires tels qu'Affaires mondiales Canada (AMC), en plus de représenter un levier pour l'obtention de dons.

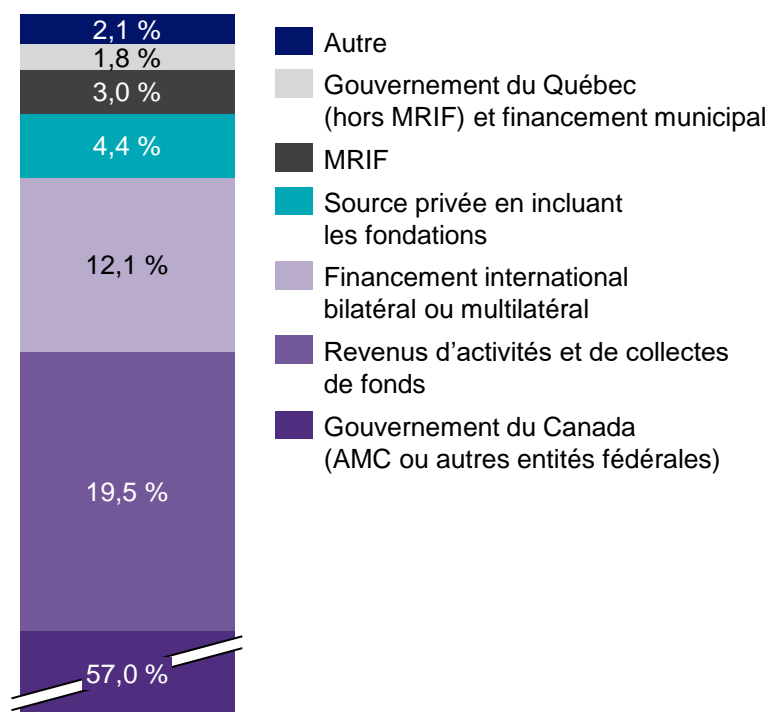
Pour les OCI soutenus par le MRIF, les subventions octroyées par le gouvernement du Canada représentent 57 % du financement total, ce qui en fait un bailleur de fonds important pour ces derniers. En effet, la part de financement du gouvernement du Canada est souvent plus élevée pour les OCI de plus grande envergure.

Parmi les sources de financement international bilatéral ou multilatéral, nous retrouvons des gouvernements d'autres pays (Australie, États-Unis, France, Suède, Allemagne, etc.) ou encore des organisations internationales (la Commission européenne, la Banque Mondiale, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, les Nations-Unies, l'Organisation internationale de la Francophonie, etc.). Les sources de financement privés regroupent un éventail de fondations, mais également des particuliers et des congrégations religieuses. Finalement, les autres revenus peuvent inclure des revenus d'intérêts sur placement ou des activités commerciales.

Sources : Enquête électronique menée auprès des OCI québécois, analyse RCGT.

Répartition du financement total agrégé des OCI soutenus par le MRIF

Québec, 2017-2021, en % du financement total



Note : les données présentées proviennent de 35 OCI ayant pris part à notre enquête électronique. Il s'agit uniquement de ceux financés par le MRIF. La Croix-Rouge a toutefois été retirée du total agrégé, en raison de son statut particulier.

Chaque dollar octroyé par le MRIF aux OCI contribue à générer 14,73 \$ de retombées économiques

Effet de levier associé au soutien du MRIF

En jumelant l'évaluation des retombées économiques générées par la solidarité internationale et le financement accordé aux OCI, un multiplicateur a été calculé afin de mesurer les retombées économiques générées par chaque dollar de contribution monétaire du gouvernement du Québec.

Pour ce faire, l'analyse porte uniquement sur les OCI ayant obtenu du financement du MRIF. Bien qu'il existe près d'une centaine d'OCI, ce sont 50 d'entre eux qui sont soutenus financièrement par le MRIF.

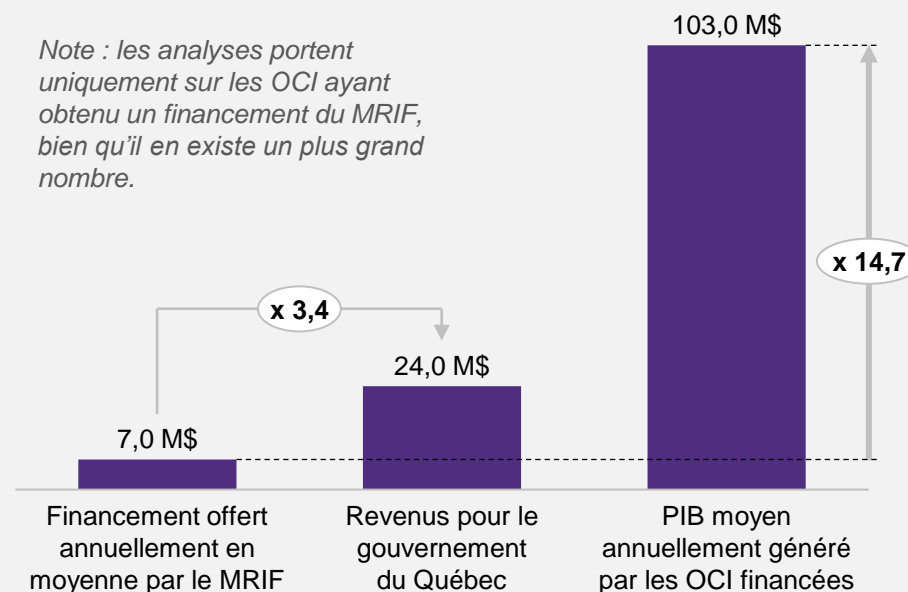
Uniquement pour les OCI financés, la contribution au PIB qu'ils génèrent atteint annuellement 103 M\$. Comme le financement du MRIF est d'environ 7 M\$ par année, chaque dollar de contribution gouvernementale permet aux OCI de créer une valeur ajoutée au PIB de près de 15 \$.

Le même exercice a été réalisé avec les revenus fiscaux et parafiscaux du gouvernement du Québec. Les OCI contribuent à un total de 24 M\$ en revenus pour le gouvernement du Québec. Ainsi, chaque dollar de financement du MRIF contribue à générer 3,40 \$ qui reviennent dans les poches du gouvernement du Québec.

Financement annuel moyen offert par le MRIF et retombées économiques annuelles moyennes générées par les OCI financés

Québec, 2017-2021, en M\$

Note : les analyses portent uniquement sur les OCI ayant obtenu un financement du MRIF, bien qu'il en existe un plus grand nombre.



Sources : Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, MRIF, analyse RCGT.

Développement de partenariats multiacteurs



Sénégal, UPA DI, 2020. Crédit photo: H. Raymond.

Les OCI québécois développent des partenariats multiacteurs

Le partenariat multiacteurs est une collaboration volontaire entre des OCI et des acteurs provenant de divers horizons, tels que les entreprises privées, les organisations internationales, les établissements scolaires, les organismes communautaires, etc.

Ce type de collaboration permet notamment un transfert des expertises respectives, puisque chaque partenaire contribue au projet avec un apport complémentaire. Ainsi, il s'agit d'une occasion intéressante pour viser un renforcement mutuel des compétences de chacun.

Pour les fins de cette étude, le partenariat multiacteurs n'inclut pas les collaborations entre plusieurs OCI.



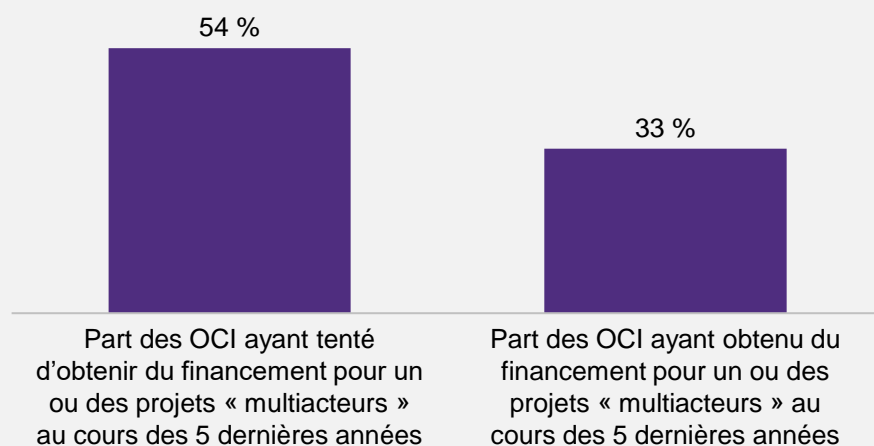
Pérou, Carrefour de solidarité internationale, 2019. Crédit photo: André Vuillemin.

33% des OCI sondés ont réalisé des projets multiacteurs au cours des cinq dernières années

Développement de partenariats multiacteurs

Répartition des OCI selon les projets multiacteurs menés

Québec, 2017-2021, en %



Parmi les bailleurs de fonds qui contribuent aux projets multiacteurs des OCI, nous retrouvons notamment AMC, Patrimoine Canada, le Centre de recherches pour le développement international, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, la Banque interaméricaine de développement, la Banque Mondiale, l'Union des producteurs agricoles et certaines universités.

Parmi les 18 OCI ayant obtenu du financement afin de mener des projets multiacteurs, un total de 64 projets multiacteurs a été réalisé depuis cinq ans.

Plusieurs des projets ont été menés avec des établissements d'enseignement : Université TÉLUQ, Université du Québec à Chicoutimi, Université du Québec à Montréal, Université d'Ottawa, Université de Montréal, Université Laval, Cégep de Joliette, Université de Sherbrooke, Université du Québec à Trois-Rivières, Université McGill et Université Nationale d'Haïti.

D'autres projets multiacteurs ont également été réalisés en collaboration avec des partenaires provenant de secteurs variés au Québec :

- Centres de recherche : Centre national de recherche agronomique, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, Agrinova, Ouranos – Pôle d'innovation sur la climatologie régionale, etc.
- Organisations publiques ou parapubliques : Hydro-Québec.
- Entreprises, coopératives, mutuelles : Newlook, Viridis Terra, Promutuel, Soleco, etc.
- Autres types d'organisations : Accélérateur entrepreneurial Desjardins, Via Pôle, Agence Nationale d'Appui au Développement Rural, Rotary, Boîte Rouge Vif, etc.

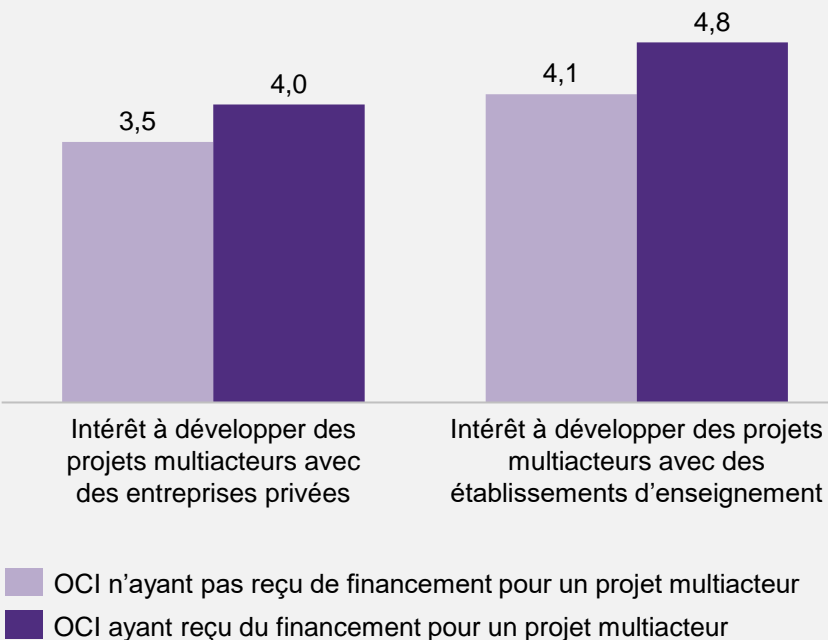
Sources : Enquête électronique menée auprès des OCI québécois, analyse RCGT.

L'intérêt des OCI pour les partenariats multiacteurs augmente s'ils ont obtenu du financement pour réaliser des projets

Développement de partenariats multiacteurs

Intérêt à développer des projets multiacteurs selon le financement obtenu à cet effet dans les cinq dernières années

Québec, 2022, échelle de 1 à 10, où 10 = fort intérêt



Dans le cadre de la consultation menée auprès des OCI, leur intérêt à participer à des projets multiacteurs a été validé. Pour les OCI ayant obtenu une aide financière dédiée à la réalisation d'au moins un projet multiacteur au cours des cinq dernières années, leur intérêt est plus important.

Ce constat s'applique autant pour les partenariats multiacteurs avec des entreprises privées ou avec des établissements d'enseignement.



Activité d'éducation à la citoyenneté mondiale. Crédit: CIBLES.

Sources : Enquête électronique menée auprès des OCI québécois, analyse RCGT.

L'intérêt des OCI pour les projets multiacteurs augmente également en fonction de la taille de l'organisation

Développement de partenariats multiacteurs

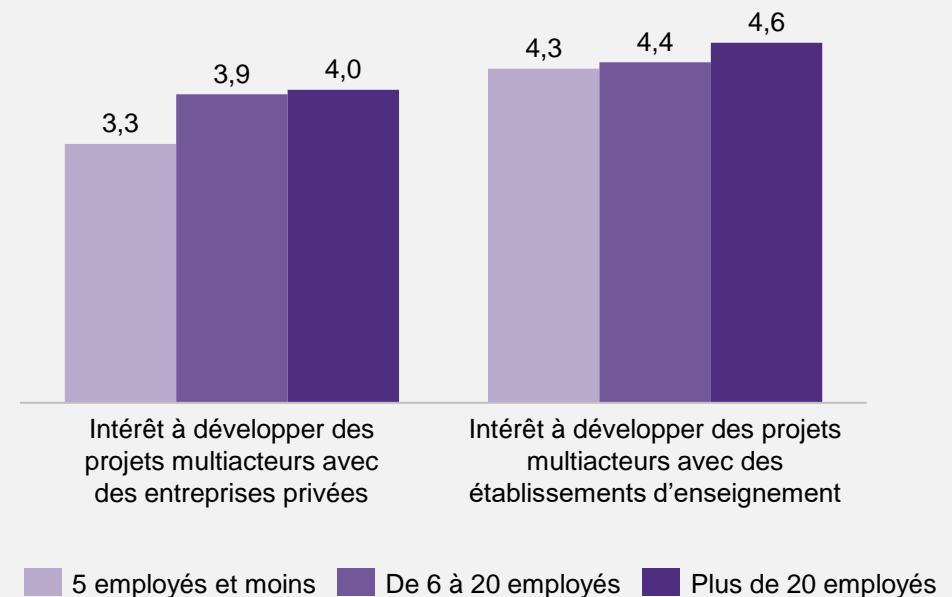
L'intérêt des OCI à participer à des projets multiacteurs a été mesurée en fonction de la taille de l'organisation et cet intérêt est plus élevé pour les organisations disposant d'un nombre plus élevé d'employés.

Ce phénomène s'explique notamment par la disponibilité de ressources pouvant être dédiées à la réalisation de tels projets. Ce constat est le même, autant pour les partenariats multiacteurs avec des établissements d'enseignement ou encore avec des entreprises privées.

À cet effet, les résultats démontrent que les OCI affichent un intérêt plus grand pour les projets multiacteurs avec des établissements d'enseignement, par rapport aux projets avec des entreprises privées.

Intérêt à développer des projets multiacteurs selon le nombre d'emplois

Québec, 2022, échelle de 1 à 10, où 10 = fort intérêt



Sources : Enquête électronique menée auprès des OCI québécois, analyse RCGT.

Un éventail de facteurs de succès permettent le maintien ou le développement de partenariats multiacteurs

Développement de partenariats multiacteurs

En amont du partenariat

Ententes de partenariats

- Entente claire et transparente sur les attentes et objectifs de chacun des partenaires.
- Objectifs communs pour l'ensemble des partenaires.

Expertises et expériences

- Complémentarité des expertises et des expériences des partenaires et principes d'intervention communs.
- Bonne compréhension des modes de fonctionnement des différents acteurs.
- Acceptation et valorisation des expertises de chaque acteur.

Valeurs

- Alignement des valeurs entre les organismes partenaires.

Pour la réalisation du partenariat

Rôles et responsabilités

- Rôles et responsabilités clairs pour chacun des partenaires.

Communication

- Transparence et communication franche et efficace.
- Relations de confiance bien établies.
- Leadership de gestion.
- Flexibilité et collaboration.
- Respect de la mission de chacun des partenaires et reconnaissance mutuelle de l'expertise.

Gouvernance

- Gouvernance et gestion des fonds efficaces, où le partage du financement est adéquatement défini.
- Implication équitable et soutenue de l'ensemble des partenaires.

En aval du partenariat

Reddition de comptes

- Reddition de comptes transparente et efficace entre les deux organisations partenaires.

À titre indicatif, ces facteurs de succès sont issus de la consultation effectuée auprès des OCI québécois.

Sources : Enquête électronique menée auprès des OCI québécois, analyse RCGT.

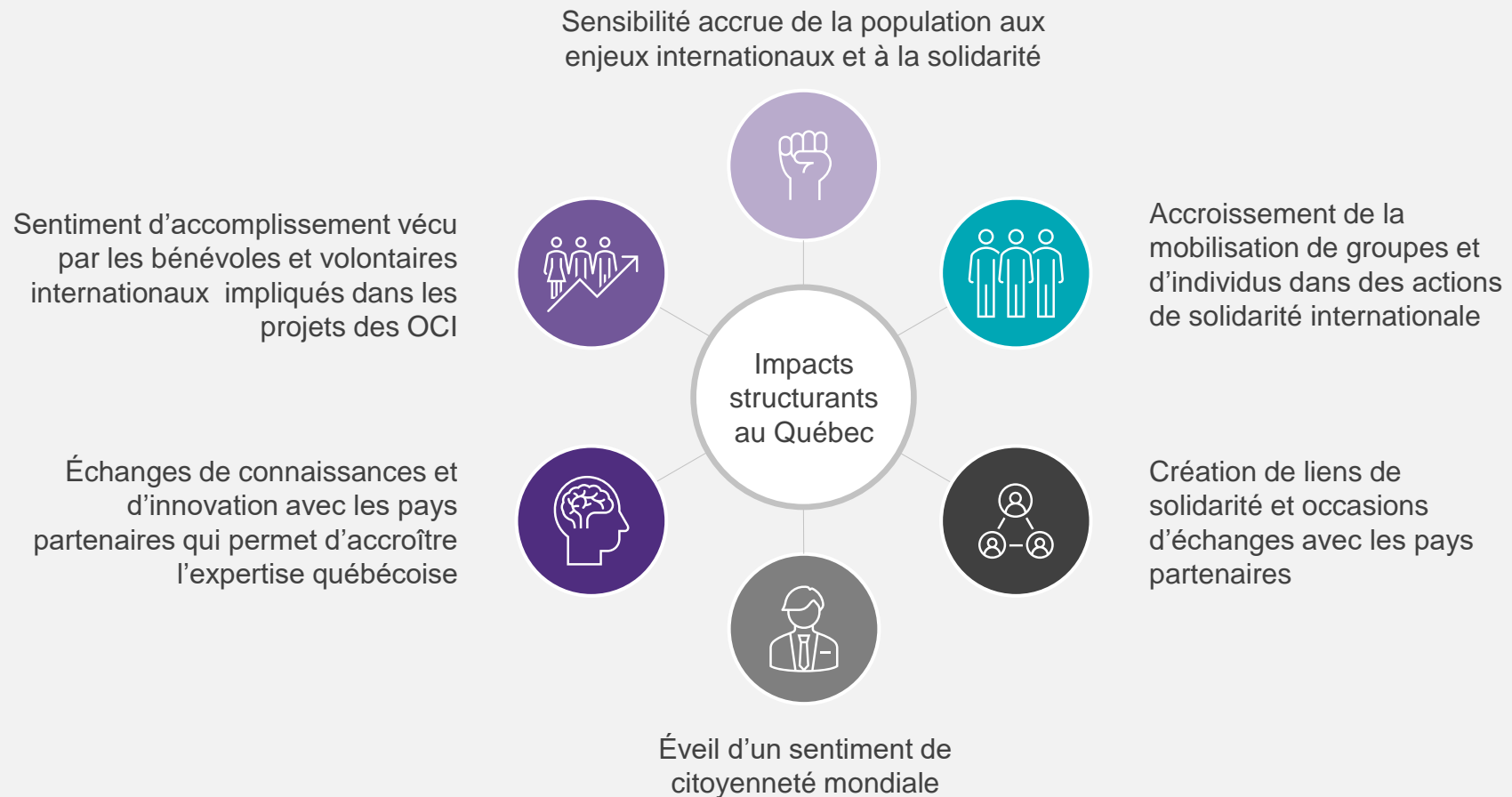
Autres impacts structurants



Sénégal, UPA DI, 2020. Crédit photo: H. Raymond.

Les activités des OCI génèrent des impacts importants dans la collectivité québécoise

Autres impacts structurants



Sources : Enquête électronique menée auprès des OCI québécois, analyse RCGT.

Les projets des OCI entraînent des impacts positifs sur les conditions de vie des populations dans les pays partenaires...

Autres impacts structurants

Qualité de vie

- Amélioration de la qualité de vie de plusieurs familles vulnérables ou en situation de pauvreté.
- Renforcement de la sécurité alimentaire dans certaines collectivités.
- Augmentation de l'accès à des services de santé de qualité.
- Réduction du taux de morbidité d'origine hydrique grâce à l'accès à l'eau potable.
- Accès renforcé à des infrastructures communautaires de qualité, notamment en milieu rural.
- Sécurité renforcée des populations vulnérables.

Emploi et travail

- Création d'emplois et d'autres sources de revenus.
- Renforcement de l'organisation de travailleuses et de travailleurs.
- Renforcement du pouvoir d'action et des capacités du secteur de l'économie sociale.
- Renforcement des capacités entrepreneuriales.
- Professionnalisation du métier d'agriculteur.

Sensibilisation et engagement

- Sensibilisation accrue des communautés concernées à différents thèmes comme les enjeux environnementaux, les changements climatiques, les droits des femmes, etc.
- Engagement et mobilisation accrus des acteurs locaux.

Éducation

- Meilleur accès des enfants, des jeunes et des adultes à une éducation de qualité.
- Amélioration des connaissances dans différents domaines (agriculture, compostage, environnement, etc.).
- Développement des compétences des partenaires locaux.
- Accroissement de l'insertion professionnelle des jeunes scolarisés et non scolarisés.

Note : À titre d'exemple de projets menés par les OCI visant l'amélioration des conditions de vie, nous retrouvons l'animation d'ateliers d'éducation populaire, la mise en place d'installations sanitaires, la réalisation de projets de recherche et la dispense de formations diverses, de panels de discussion, etc.

Sources : Enquête électronique menée auprès des OCI québécois, analyse RCGT.

...notamment en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et d'autonomisation des femmes

Autres impacts structurants

01 Présence accrue des femmes dans le milieu du travail

- Autonomisation des femmes par l'amélioration de leur revenu.
- Participation accrue des femmes dans les initiatives de développement local et économique.
- Reconnaissance du travail des groupes de femmes.
- Insertion professionnelle accrue des femmes grâce à l'entrepreneuriat féminin, entraînant ainsi une augmentation de leur confiance et de leur assurance.
- Augmentation de l'implication des femmes dans les instances par la participation accrue des femmes à la gouvernance aux projets.

Exemples de projets qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes : des formations et de l'accompagnement auprès des femmes dans les pays partenaires, l'octroi de subventions à l'entrepreneuriat féminin, la création de comités locaux d'actions féministes dans certaines communautés locales, des balados abordant les enjeux de la position des femmes dans les sociétés, etc.

02 Sensibilisation des populations aux enjeux de genre

- Défense des droits des femmes.
- Sensibilisation des populations aux droits sexuels et reproductifs.
- Renforcement de l'engagement et de la capacité des membres en matière d'intégration des droits des femmes et de l'égalité des genres.
- Structuration des mouvements féminins au sein des organisations agricoles.

03 Amélioration des services offerts aux femmes

- Meilleur accès des filles et des adolescentes à une éducation de qualité.
- Accroissement du droit à la santé des mères, des adolescentes et des filles et un accès égalitaire accru aux soins.

Sources : Enquête électronique menée auprès des OCI québécois, analyse RCGT.

Annexes



Sénégal, UPA DI, 2020. Crédit photo: H. Raymond.

Définitions

Annexes

Équivalent temps complet (ETC)	L'ETC est défini comme « le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné ». À titre d'exemple, pour le secteur d'activité dans lequel la majorité des OCI se retrouve, un ETC correspond à 33 heures par semaine.
Effets directs	Les effets directs sont ceux qui concernent le secteur directement touché par la dépense initiale. À cela s'ajoutent les taxes payées par le secteur sur ses achats d'intrants intermédiaires ainsi que les impôts et les parafiscalités perçus par les deux ordres de gouvernement.
Effets indirects	Le premier cycle d'effets indirects provient des premiers fournisseurs. Ces premiers impacts indirects correspondent à la valeur ajoutée générée chez les fournisseurs immédiats des entreprises québécoises, aux revenus fiscaux des gouvernements ainsi qu'aux fuites et aux taxes liées aux dépenses de ces mêmes fournisseurs. La somme des incidences des itérations subséquentes donne finalement l'effet indirect sur les autres fournisseurs.
Parafiscalité	La parafiscalité inclut les contributions des salariés et des employeurs aux différents fonds de sécurité sociale : RRQ, FSS, CNESST, RQAP et assurance-emploi.
Revenu mixte brut	Le revenu mixte brut désigne le revenu des propriétaires des entreprises non constituées en société (entreprises individuelles). Le terme « mixte » fait référence au fait que le revenu comprend à la fois la rémunération pour le travail effectué par le propriétaire et le revenu du propriétaire à titre d'entrepreneur. Il est l'équivalent du « revenu net des entreprises individuelles » auparavant utilisé par l'ISQ.
Valeur ajoutée	La valeur ajoutée est l'effort que le producteur ajoute à ses intrants intermédiaires pour répondre aux demandes qui lui sont formulées. Dans le modèle intersectoriel, elle est obtenue par la somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et traitements avant impôts, le revenu mixte brut et les autres revenus bruts avant impôts.

Liste des OCI ayant été considérés dans la présente étude (1/3)

Annexes

Note : les OCI en **gras** sont ceux qui ont obtenu du financement du MRIF au cours des cinq dernières années.

- Abri international
- Action-Haïti Montérégie
- Actions contre la faim-Canada
- Afrique future Canada
- AFS Interculture Canada
- Agence consultative en éthique de coopération internationale
- **Aide internationale pour l'enfance**
- Ailes de l'espérance
- Alternative de vie-Éveil social
- **Alternatives**
- Architecture sans frontières Québec
- Association Chelaine du millénaire
- Association internationale pour le partenariat entreprises-ONG, section Canada (AIPEO Canada)
- **Association québécoise des organismes de coopération internationale**
- Association québécoise pour l'avancement des Nations Unies
- Association Solidarité Aquinoise (Comité de solidarité Aquinoise Inc.)
- **Audition mondiale**
- **Avocats sans frontières Canada**
- Bénin Enfants Sains
- Bureau international des droits des enfants
- **Carrefour de solidarité internationale**
- **Carrefour d'éducation à la solidarité internationale – Québec**
- Carrefour d'entraide et des retrouvailles du Cap-Haïtien
- **Carrefour International (bureau régional du Québec)**
- **Carrefour international bas-laurentien pour l'engagement social**
- Centre amitié de solidarité internationale de la région de l'amiante
- Centre d'action pour le développement et la solidarité en Haïti
- Centre de coopération internationale en santé et développement inc. (Santé Monde)
- **Centre de solidarité internationale Corcovado inc.**
- **Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean**
- **Centre d'étude et de coopération internationale**
- Centre international de documentation et d'information haïtienne, caribéenne et afro-canadienne
- **Centre international de solidarité ouvrière**
- Chantiers jeunesse
- **Clowns sans frontières**
- **Collaboration Santé Internationale**
- **Comité de Solidarité/Trois-Rivières**
- **Comité pour les droits humains en Amérique latine**

Source : MRIF.

Liste des OCI ayant été considérés dans la présente étude (2/3)

Annexes

Note : les OCI en **gras** sont ceux qui ont obtenu du financement du MRIF au cours des cinq dernières années.

- **Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière**
- **Connexion justice sociale**
- CPA Sans Frontières
- **Croix-Rouge canadienne Division du Québec**
- CUSO International
- **Cyclo Nord-Sud**
- **Développement et Paix**
- Développement international Desjardins (DID)
- **Développement, expertise et solidarité internationale**
- Éducation internationale
- **Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains**
- Fondation des jeunes pour un développement durable
- Fondation des parlementaires québécois – Cultures à partager
- **Fondation Kanpe**
- Fondation mères du monde en santé
- Fondation One Drop
- **Fondation Paul Gérin-Lajoie**
- Fondation pour les Enfants de l'Équateur
- **Fondation Village Monde**
- **Fonds d'investissement solidaire international du Québec**
- Fonds Solidarité Sud
- Groupe de coopération internationale de l'Université de Sherbrooke (GCIUS)
- Groupe d'économie solidaire du Québec
- **Handicap International (Humanité et Inclusion)**
- ID Territoires International
- Infirmières et infirmiers sans frontières
- **Ingénieurs sans frontières Québec**
- Initiatives de coopération et d'appui aux actions humanitaires et de développement international
- International Programme for Rural Economic Development
- **IRIS Mondial**
- Jeunesse Canada Monde/Bureau régional du Québec
- **L'AMIE (Aide internationale à l'enfance)**
- **Les Amis de la Saint-Camille**
- Les Artisans de Paix internationale
- **L'Œuvre Léger (Mission inclusion)**
- **Médecins du monde Canada**
- **Mer et Monde**
- **Micro-Recyc-Coopération**
- Mouvement des Jonc-dodinois pour le développement
- Organisation têtes ensemble internationale – SOS Haïti
- **Oxfam-Québec**

Source : MRIF.

Liste des OCI ayant été considérés dans la présente étude (3/3)

Annexes

- **Partenaires canadiens pour la santé internationale**
- **Partenariat pour le développement des communautés**
- **Projet Accompagnement Québec-Guatemala**
- Relations publiques sans frontières
- Réseau Entraide Solidarité Monde
- Secours Tiers-Monde Québec Inc.
- Secrétariat international de l'eau
- **Services d'assistance canadienne aux organismes**
- Société de coopération pour le développement international SOCODEVI
- **Solidarité Laurentides Amérique centrale**
- **Solidarité Montérégie Amérique centrale**
- **Solidarité Nord-Sud des Bois-Francs**
- Solidarité Sud
- **Solidarité Union Coopération**
- **Terre Sans Frontières**
- **Tous les Enfants de l'Autre Monde**
- **UPA Développement international**
- Vision Citadelle

Note : les OCI en **gras** sont ceux qui ont obtenu du financement du MRIF au cours des cinq dernières années.

Source : MRIF.

Résumé des impacts économiques annuels moyens

Annexes

Résumé des impacts économiques annuels moyens générés par les OCI

Québec, 2017-2021, en M\$, en nombre d'emplois

	Impacts économiques
Emplois directs soutenus annuellement	1 163 emplois
Emplois indirects soutenus annuellement	490 emplois
Total des emplois soutenus annuellement	1 653 emplois
Valeur ajoutée au PIB directe	93,3 M\$
Valeur ajoutée au PIB indirecte	49,6 M\$
Total de la valeur ajoutée au PIB	142,9 M\$
Revenus directs au gouvernement du Québec	13,1 M\$
Revenus indirects au gouvernement du Québec	2,6 M\$
Parafiscalité québécoise (RRQ, FSS, CSST, RQAP)	17,4 M\$
Revenus totaux au gouvernement du Québec	33,1 M\$
Revenus directs au gouvernement fédéral	9,0 M\$
Revenus indirects au gouvernement fédéral	1,6 M\$
Parafiscalité fédérale (assurance-emploi)	2,6 M\$
Revenus totaux au gouvernement fédéral	13,2 M\$
Revenus totaux pour les gouvernements	46,3 M\$

Note : Il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme de leurs éléments, puisque les nombres ont été arrondis.

Sources : Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, analyse RCGT.

rcgt.com



Raymond Chabot
Grant Thornton

© Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L., 2021. Tous droits réservés.

« Grant Thornton » fait référence à la marque sous laquelle les sociétés membres de Grant Thornton fournissent des services de certification, de fiscalité et de conseil à leurs clients, et peut aussi désigner une ou plusieurs sociétés membres, selon le contexte. Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L. est une société membre de Grant Thornton International Ltd (GTIL). GTIL et les sociétés membres ne constituent pas une association mondiale. GTIL et chacune des sociétés membres sont des entités juridiques indépendantes. Les services professionnels sont offerts par les sociétés membres.